



## Hongrie, 1956 : mémoire trouble

*Pour les 60 ans de l'insurrection hongroise contre le régime communiste, les commémorations sont confisquées par le pouvoir nationaliste.*

**Par Paul Gradvohl et Laszlo Miklosi\***

### Récupération

Ci-dessus, à gauche : la tête d'une statue de Staline déboulonnée par les insurgés de Budapest le 23 octobre 1956.

A droite : le Premier ministre nationaliste Viktor Orbán, qui n'hésite pas à instrumentaliser l'histoire à son profit, lors du discours commémoratif du 23 octobre 2010.

Dans un climat de tensions, attisées par le gouvernement du nationaliste Viktor Orbán, et sur fond de référendum sur les réfugiés et l'homogénéité nationale, la population est conviée au 60<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement de Budapest. Le 23 octobre 1956, une manifestation contre le pouvoir communiste et la domination soviétique avait tourné à l'insurrection et s'était étendue à tout le pays, après avoir fait reculer les forces soviétiques. Le 4 novembre celles-ci intervenaient de nouveau avec des renforts, soumettant les insurgés en quelques jours, faisant plusieurs milliers

de morts, et entraînant 35 000 arrestations suivies de près de 400 condamnations à mort<sup>1</sup>. Imre Nagy, le Premier ministre installé par l'insurrection, était emprisonné, avant d'être exécuté deux ans plus tard.

C'est aussi en cette rentrée scolaire 2016 que paraît le nouveau manuel d'histoire de Peter Horvath et Marta Ispanovity pour la dernière année de l'école générale<sup>2</sup>, non sans provoquer des vagues à Budapest. Le livre glorifie notamment le rôle de Viktor Orbán, en citant le discours qu'il prononça le 16 juin 1989 sur le soulèvement de 1956, lors des funérailles officielles d'Imre Nagy. En 1989, Viktor Orbán

était l'un des meneurs de l'opposition au régime communiste et dirigeait la toute jeune Alliance des jeunes démocrates (Fidesz). Il exigeait dans son discours le départ des troupes soviétiques de Hongrie et l'abandon du pouvoir par le Parti socialiste ouvrier hongrois. Cette citation conduit à se demander quelle place le soulèvement de 1956 tient dans la mémoire hongroise.

La révolution hongroise fut un événement majeur, y compris à l'étranger. En France, elle déstabilisa le Parti communiste, qui se retrouvait allié d'une URSS ouvertement répressive. Le pays avait aussi accueilli des dizaines de milliers d'exilés, parmi les

200 000 répression fut évident. Après 1956 fut en main semaines par le pou

L'après de Janos voir par l et resté à 1988 – fu site répr de trente d'alors q « contre l'activité qui avai à contes dans les après le des Sovi

### Loi mé

La chap la mém années de conto le débu Parti so au pou venir d qualifié laire ». noire. E encore sait les quatre nemen suivant ment Antall, d'avril pour ré rique. nation à la rév ration avec l qui se 1849. suivit. « pas du pe 23 oc « révo de 19 Répu – par popu créte

200 000 Hongrois ayant fui la répression. En Hongrie, le choc fut évidemment bien plus important. Après la répression violente, 1956 fut l'occasion d'une reprise en main musclée sur de longues semaines, voire plusieurs mois, par le pouvoir communiste.

L'après-1956 dans la Hongrie de Janos Kadar – installé au pouvoir par les Soviétiques fin 1956 et resté à la tête du pays jusqu'en 1988 – fut un exemple de « réussite répressive ». Pendant plus de trente ans, le discours officiel d'alors qualifia la révolution de « contre-révolution » et effaça l'activité des conseils ouvriers qui avaient pourtant continué à contester le pouvoir du Parti dans les entreprises, y compris après le redressement militaire des Soviétiques.

### Loi mémorielle

La chape de plomb qui entoura la mémoire de 1956 jusqu'aux années 1980 ne provoqua guère de contestation. Il fallut attendre le début de 1989 pour que le Parti socialiste ouvrier hongrois au pouvoir fasse resurgir le souvenir de ce qui était maintenant qualifié de « soulèvement populaire ». On sortait de la légende noire. En juin 1989, dans un pays encore communiste, on organisait les obsèques publiques de quatre responsables du gouvernement insurrectionnel. L'année suivante, le nouveau gouvernement conservateur de Jozsef Antall, issu des élections libres d'avril 1990, se donna lui aussi pour rôle d'édicter la vérité historique. Dès le 2 mai, l'Assemblée nationale adopta une loi relative à la révolution et à la lutte de libération de 1956 qu'elle comparait avec le Printemps des peuples qui secoua l'Europe en 1848 et 1849. Quant à la répression qui suivit, la loi disait qu'elle ne fut « pas capable d'éradiquer de l'âme du peuple l'esprit de 1956 ». Le 23 octobre, jour du début de la « révolution et lutte de libération » de 1956 et de proclamation de la République hongroise en 1990 – par opposition à la République populaire hongroise –, était décrétée fête nationale.

## La diversité des ferments de liberté est oubliée

En montrant la diversité des situations en province et surtout en rectifiant la chronologie, les récents travaux historiques sur 1956 modifient un peu cette vision des choses. La fin de l'insurrection ne se résume pas aux opérations armées du 4 au 11 novembre avec l'intervention des chars soviétiques. Les militaires russes ont laissé à Janos Kadar et ses affidés le soin de recadrer le pays sur le plan économique et politique<sup>3</sup>. Cela a pris plusieurs mois et a été conduit au moyen d'une association complexe entre répression et soumission volontaire, qui fut niée dès 1990 au nom d'une exigence d'héroïsme.

Depuis, les héritages du communisme s'entremêlaient avec ceux des autoritarismes de l'entre-deux-guerres, qui sont, aujourd'hui, souvent considérés comme des références avouables par les partis conservateurs. Le souvenir de 1956 fut d'abord une exaltation nationale. En salle de classe, après des années de silence, il devint possible discrètement à partir de 1988 puis ouvertement, d'évoquer la « révolution ». Mais l'image de 1956 a dans les années suivantes été ternie par les querelles politiques mobilisant les associations d'anciens de 1956, très fortement ancrées à droite. Les choses s'aggravèrent en 2010 avec l'arrivée au pouvoir de la Fidesz de Viktor Orban, qui concentra sa politique historique sur la « catastrophe » de Trianon<sup>4</sup>. L'insurrection de 1956 n'était plus qu'un épisode parmi d'autres de la lutte armée nationale, avec ses héros et ses martyrs.

Soixante ans après les faits, 1956 maintient son statut de date majeure de l'histoire hongroise contemporaine, mais ne fait pas l'objet d'une introspection réelle dans le cadre éducatif ou commémoratif officiel. La

diversité des ferments de liberté, si présents pendant quelques semaines, est oubliée, de même que la période de soumission du pays sous Kadar. Le virage anti-utopique du bloc socialiste au tournant des années 1950-1960 n'est pas perçu, et la priorité à l'histoire vue au prisme de la seule nation hongroise entrave le travail de réflexion sur les enjeux actuels du débat sur la politique européenne.

L'invocation de 1956 se transforme en occasion pour faire des manifestations à bicyclette ou des « commémorations-divertissements » dans lesquelles les questionnements sont absents, par principe, au nom d'une primauté de la fierté nationale. Rien de si original en Europe actuellement. ■

\* Maître de conférences à l'université de Lorraine ; président de l'Association des professeurs d'histoire de Budapest

### Notes

1. Cf. P. Kende, « Budapest, 1956 : la révolution confisquée », *L'Histoire* n° 314, novembre 2006, pp. 75-87.
2. L'équivalent de la quatrième en France.
3. C'est une des dimensions bien montrées par Éva Ständeisky dans *Népuralom ötvénhatban* (« Pouvoir populaire en 56 », Budapest, Kalligram, 2010).
4. Viktor Orban est obsédé par la grandeur nationale à laquelle les traités de 1919-1920, en amputant la Hongrie des deux tiers de son territoire, auraient mis fin. Cf. P. Kende, « Viktor Orban. Portrait historique d'un populiste », *L'Histoire* n° 379, septembre 2012, pp. 74-80.

L'association « 14-18 Meuse » présente

# SALON

## DU LIVRE D'HISTOIRE

LIVRES RÉCENTS ET ANCIENS  
sous le parrainage de Michel BERNARD

13<sup>ème</sup> édition

12-13 NOVEMBRE 2016

# VERDUN

CENTRE MONDIAL DE LA PAIX  
de 10h à 12h30 et de 14h à 18 h  
ENTRÉE LIBRE

ASSOCIATION « 14-18 MEUSE »  
1418meuse@wanadoo.fr  
salonlivredhistoireverdun@gmail.com  
Tél. : 03 29 86 00 70  
www.cmpaix.eu

Grand Est